

L'Anarcho-syndicaliste

N°207 - Le numéro: 1,60 €

Décembre 2018

« ... Nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître, sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même... ». Fernand Pelloutier - Lettre aux Anarchistes.

Éditorial:

CONCERTER ET NE RIEN FAIRE, C'EST CHOISIR LE CAMP DU CAPITAL

Dans notre dernier éditorial, écrit avant le C.C.N., nous dénoncions l'alliance P.O.I.-Métallurgie qui a abouti à l'éviction de P. Pavageau. Cette alliance de la carpe et du lapin a été suivie d'un combat entre ces 2 groupes pour diriger la Confédération.

Le C.C.N. des 21 et 22 novembre a abouti à l'élection d'Yves Veyrier au poste de Secrétaire Confédéral. Élu, mais mal élu: Veyrier: 45,09%, Grolier: 42,65%, Clos: 10,64%, Blanc et nuls: 1%.

Le transfert de voix d'une fédération ou de 3 U.D. de Veyrier à Grolier aurait modifié le résultat des votes.

Le décalage est net entre les votes sur les résolutions lors du dernier Congrès: 96% pour, et les votes du C.C.N. de novembre.

Entre la peste et le choléra, il n'y a pas de choix possible.

Les initiateurs de la démission de P. Pavageau savaient qu'en s'alliant, ils verrouillaient la direction de l'organisation.

Fort de ce constat, une fois les élections passées, il faut s'attendre à ce qu'ils renouvellent leur alliance et se protègent les uns les autres, empêchant toute expertise financière indépendante et surtout l'expression de la base des syndicats.

Aussitôt élu, Y. Veyrier a repris les pas de J.C. Mailly et oublié les résolutions du dernier congrès, notamment sa conclusion:

«Compte tenu de l'extrême gravité de la situation et des risques qui se profilent pour les travailleurs, les droits sociaux, notre modèle social et les valeurs républicaines, le congrès considère que la perspective d'une mobilisation interprofessionnelle est aujourd'hui nécessaire, y compris par la grève. Il donne mandat à la Commission Exécutive et au Bureau Confédéral pour prendre toutes les dispositions et initiatives dans

ce sens, y compris en lien avec toutes les confédérations syndicales, à la recherche de la plus grande unité possible. Il appelle toutes les structures FO, tous les militants, à rester réactifs et mobilisés. Résister, revendiquer, reconquérir».

Aujourd'hui, la colère s'exprime dans la rue. Certes, ce sont des «citoyens et non des travailleurs», comme certains disent pour se justifier de ne pas y participer. Mais les citoyens ne sont-ils pas, en grande majorité, des salariés, des retraités, des chômeurs? Ne sommes-nous pas salariés et citoyens? Si le syndicat ne peut défendre les citoyens, pourquoi en appelons-nous aux citoyens pour rejoindre nos manifestations et pourquoi se revendiquer de la République? Restons entre syndiqués et attendons... le déluge! La revendication du pouvoir d'achat est celle de F.O. mais aussi des «gilets jaunes». Comment peut-on envisager de s'associer à des syndicats qui valident les projets gouvernementaux sur la sécu, les retraites, le chômage, la formation professionnelle et mépriser les hommes et les femmes qui sont dans la rue à crier leur ras-le-bol?

En réponse, alors que les appels de la base se multiplient pour tirer partie de la situation et faire avancer les droits des salariés, la confédération F.O. propose l'extension à tous les salariés de la prime transport!

Mais visiblement Y. Veyrier préfère fréquenter les salons dorés de la République et écouter les paroles lénifiantes de Macron et de ses sbires plutôt que se frotter à sa base.

Au niveau de cette base, un constat s'impose: les citoyens en colère (les «gilets jaunes» et ceux qui les soutiennent représentent 80% de la population) dénoncent le décalage entre leur vécu et les discours de nos dirigeants politiques. De la même façon, les

(suite en page 2)

syndiqués FO dénoncent le décalage entre la passivité du Secrétaire Général et du Bureau confédéral et leur propre volonté de se battre pour voir améliorer le sort des salariés.

Nos dirigeants politiques et syndicaux oublient que la lutte des classes est incontournable car elle n'est pas un concept mais une réalité et que, nécessairement, ceux qui l'ignorent s'exposent à être renversés.

Sans prédire la suite des événements, il faut constater que tous les ingrédients d'une situation révolutionnaire sont présents et que les militants syndicalistes doivent choisir leur camp.

CONCERTER ET NE RIEN FAIRE, C'EST CHOISIR CELUI DU CAPITAL.

A l'heure actuelle, le gouvernement dramatise la situation à outrance par le biais des médias et appelle les forces politiques et syndicales, le patronat, à l'*Unité Nationale*.

Rentrer dans cette logique, c'est renoncer à la lutte des classes, c'est trahir la classe ouvrière et accepter le coup d'État.

Marc HÉBERT.
8 décembre 2018.

SOMMAIRE:

p.1-2:	Éditorial	... Marc HÉBERT
p. 2:	Toujours prêt!	... Jacqueline SALIOU
p. 3:	Passer à côté de l'Histoire, ou faire l'Histoire...	... Alice
p.4:	Lycées, blocage et répression...	... Simon
p.5-6:	Hors des salons feutrés du Bon-Berger, le 6-12	... Christine
p.6:	Notre protection sociale collective...	... Christine
p.7-8:	Une stratégie consciente ou des suppositoires?	... Frédéric
p.8:	Qu'est-ce-que le corporatisme?	... Alexandre HÉBERT - 1966
	Mélenchon: un autre palmipède de la mare corporatiste...	... un extrait de son blog - 3 nov. 2017
p.9:	Les gaulois réfractaires vous saluent bien...	... Bertrand KANBAN
	Communiqué des organisations syndicales	6 décembre 2018
p.10:	Dans les salons feutrés du Bon-Berger...	...anonyme, dix-huitième siècle
	Gilets jaunes et vieilles rengaines...	...par la mère Curiale
	Dans les États-majors	...par l'ère Soreille
p.11:	De la Charte d'Amiens...	...Yvon BOURHIS
p.12-13:	Indépendance nationale ou libération sociale (6 ^{ème} partie)...	...Georges RIVALIN
p.13:	Dans la musette...	...du père Sessoux
p.14:	Les nuits blanches et idées noires...	...du père Cuteur

TOUJOURS PRÊT!

Se souvenir que Laurent Berger (qui conduit la CFDT), dès le 10 mai 2017, avait offert ses services au tout juste élu président de la république, dans sa «*Lettre ouverte à Emmanuel Macron*», lettre qu'il concluait ainsi:

«*La CFDT ne sera ni un allié docile, ni un opposant de principe, mais une organisation syndicale qui assume en toute indépendance à la fois son rôle de contre-pouvoir et de contributeur à l'intérêt général*».

Et il a tenu parole!

Lucide, *Le Figaro* du 13 novembre 2018 titrait: «*Face au mouvement spontané des gilets jaunes qui prend de l'ampleur, la macronie est "tétanisée"*»... et rapportait ce constat alarmant de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud soi-même: «*Lorsque ce sont des grèves, des manifestations, il y a des gens responsables qui permettent de faire que ceux qui manifestent soient en sécurité. Là, nous ne sommes pas sûrs*»...

Et depuis, ce mouvement n'a fait que s'amplifier avec un soutien populaire attesté...

Qu'à cela ne tienne! Laurent Berger, est vite remonté au créneau, en pleine irruption du mouvement des «*gilets jaunes*», en invitant les «*chefs*» des organisations syndicales CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA et FSU à se concerter le 6 décembre 2018... Ce qui fut fait avec leur déclaration commune (*). Premier acte d'allégeance...

Pour comprendre, il faut alors se rappeler, qu'entretiens, Pascal Pavageau, le nouveau Secrétaire général élu, en avril 2018, au Congrès confédéral Force ouvrière, avec 96% des voix, avait été «*dégagé*»... début octobre 2018! Désormais la voie était libre.

Deuxième acte: le 10 décembre 2018, Veyrier, Martinez, Berger et autres «*chefs*» syndicaux ont répondu présents à l'appel du «*chef*» de l'État à participer, à l'Élysée, à une conférence sociale de sortie de «*crise*»... avant d'ouvrir dans son allocution, le soir même, la perspective d'un grand «*débat*»... «*partout et avec tous*»... «*pour bâtir le socle de notre nouveau contrat social*» !

Troisième acte à venir? Pas sûr! C'est vite oublier que nous ne sommes pas le troupeau!

Jacqueline SALIOU,
11 décembre 2018.

(*). Voir le texte de ce communiqué en page 9, colonne de droite, en bas.

PASSER À CÔTÉ DE L'HISTOIRE, OU FAIRE L'HISTOIRE...

"Le dialogue et l'écoute doivent retrouver leur place dans notre pays" ai-je lu dans le communiqué de l'inter-syndicale, ce jeudi 6 décembre 2018...

C'est l'aube d'un mouvement populaire et social. C'est ce qu'il est: populaire car toutes les composantes du peuple s'y retrouvent, déjà organisées ou non, avec la conscience politique ou non; et social, car l'émergence du mouvement et ses revendications – d'apparente contradiction parfois, sont de nature sociale. C'est un autre modèle social qui est revendiqué: une autre répartition de la richesse, une autre manière de produire, une autre manière de faire société. Ce n'est, et ce ne doit être, que l'aube de ce mouvement car il est loin encore de sa pleine conscience politique et n'a pas encore remarqué lui-même qu'il s'inscrit entièrement dans la lutte des classes.

Et déjà les "élites" syndicales d'appeler au dialogue et à l'écoute avec les "élites" politiques? Maintenant fleurissent les appels à un "nouveau modèle social" de la bouche des habituels porte-voix du gouvernement: grands médias, "experts" autoproclamés, etc... Il a déjà été proposé cet été par Macron lui-même, et tous les textes sont prêts pour l'imposer. Il ne reste qu'à organiser, comme d'habitude, le simulacre de concertations, de vote de lois et la publication des ordonnances qui iront avec. C'est la phase 2 de destruction du droit social français: après la phase 1 sur le droit du travail et le droit syndical, il ne reste plus que le droit de la *Sécurité sociale*. Et nos actuelles "élites" politiques n'ont aucune intention de dévier de ce qu'ils se sont déjà fixés: lundi dernier, ce 3 décembre 2018, alors que le vote sur le budget de l'État a été repoussé, signe de "concessions" en faveur du pouvoir d'achat, celui sur le budget de la Sécurité sociale est passé tel quel, en toute discrétion. Alors qu'il organise l'assujettissement total du salaire différé aux caisses de l'État!

Allons dialoguer avec ce gouvernement impopulaire et non-représentatif! Sur quoi, une prime transport? On retombe dans le syndicalisme années 1980: exit la condition de l'exploitation de notre classe sociale, seule la fiche de paie importe! Suis-je la seule à avoir l'impression qu'avec le changement de secrétaire général, on a aussi changé d'époque?

Et en parallèle, aucune remise en question de l'actuelle négociation sur l'assurance chômage, qui se fait vitesse TGV pour assujettir les organisations syndicales à l'alliance État-patronat: la cotisation

des salariés est supprimée alors que demeure la cotisation patronale (mais exonérée en majeure partie, on n'arrête pas les cadeaux!), et l'État, au travers de la CSG, se prétend *financeur* du système! Comme toujours par le passé, la négociation sur l'assurance chômage est une préfiguration de ce qu'il se passera sur les autres assurances sociales. Et c'est très mal parti pour les autres aussi: toujours à cause de la CSG, l'Assurance-maladie et les Allocations familiales seront désormais majoritairement "*fiscalisées*" permettant, grâce à cette loi votée, de transférer leurs excédents (oui, la Sécu est en excédent, depuis cette année même!) au budget de l'État. La négociation sur les retraites aura pour objet de faire de même... et il ne restera que l'assurance des accidents du travail et maladies professionnelles à étatiser, un chantier qui a déjà son plan de destruction: le rapport Lecocq-Dupuis-Forest.

S'il en est avec qui dialoguer et être à l'écoute, c'est avec les gilets jaunes et toute autre faction militante s'y joignant. Pour faire émerger la conscience politique et la conscience de classe, mettre des mots sur nos maux, établir le rapport de force et agir: faire de la politique en vue de rendre possible un autre monde. Rêver, penser et en finir avec toutes les formes de despotisme et de dictature. C'est la place naturelle des syndicats que d'être en tête de la lutte, de son organisation, de son expression; d'être avec le peuple, avec la classe des travailleurs, pour défendre leurs intérêts et permettre leur émancipation.

Dialoguer et être à l'écoute de ces "élites" politiques, c'est les protéger – comme ils l'ont demandé!, et c'est rester dans leur jeu de dupes qui vise à amplifier l'exploitation de l'Homme par l'Homme. Se cantonner au seul "*plus de salaires*", en oubliant de lutter contre l'organisation et les conditions de l'exploitation, en omettant jusqu'à mentionner la destruction de la Sécurité sociale en cours, voilà qui est parfait pour faire passer les syndicats pour ringards, obsolètes, inutiles, et véritablement pour passer à côté de l'histoire sociale en train de se faire. Enfin, enterrer définitivement le mandat que le précédent Secrétaire général commençait à porter, en tête de la lutte? Quels intérêts nos représentants élus sont-ils en train de défendre?

Alice.

Les tableaux des votes des représentants des organisations au C.C.N. pour l'élection du Secrétaire général de la C.G.T.-F.O. sont sur le site de l'U.A.S., avec un lien sur le site après l'éditorial.

COURRIER DES LECTEURS...

"LYCÉES, BLOCAGES ET RÉPRESSION"

Chers camarades de l'A.S.,

Tout le monde a vu ces images: plus de cent gamins alignés, à genoux, les mains liées ou - faute de liens - posées sur la tête - tandis qu'un flic - vidéaste amateur -, plastronne devant une classe «si tranquille» ! Espère-t-il un poste dans le bahut, peinarde ?

Le communiqué de la FNEC-FP FO qui a suivi est parfait, dans le fond et la forme. Et dans la mesure où le communiqué des Unions Régionales de la région parisienne est quasiment identique, on ne va pas se plaindre.

On n'oubliera cependant pas l'insulte que nous a adressée (le même jour?) le Secrétaire général de la conf' depuis le siège de la CFDT, crachoir du mouvement ouvrier: «Le gouvernement, avec beaucoup de retard, a enfin ouvert les portes du dialogue».

Le communiqué de la Fédération, salubre, ne dédouane cependant pas la responsabilité des chefs d'établissement, et au-delà celle des enseignants des lycées, à l'égard de la répression qui s'abat contre les lycéens.

C'est un fait: les lycéens bloquent l'entrée de leur lycée pour entraîner leurs camarades dans la lutte sur les revendications, revendications rappelées clairement par la fédération et les organisations de jeunesse.

Or, c'est précisément le blocage qui jette à la rue les lycéens, les éparpille, et ainsi les expose aux risques de toutes les provocations et violences.

Vendredi matin, j'ai assisté à deux scènes, inouïes.

La première: devant un lycée de ma ville, le proviseur propose aux lycéens bloqueurs de placer ses propres cadenas - dont il détient par définition la clef - sur le portail du lycée. Ainsi le lycée est bloqué mais la sécurité est assurée. Le compromis est accepté par les lycéens.

La deuxième: devant un autre lycée de la ville situé sur une artère très fréquentée, dont je suis voisin, un personnel de direction fait la circulation en marge des lycéens bloqueurs, et ils sont nombreux! Il fait nuit et l'on n'y voit goutte. C'est limite au niveau de la sécurité car les lycéens débordent nécessairement sur la chaussée. Je m'approche de cette personne et lui demande:

- Les lycéens ne seraient-ils pas davantage à l'abri à l'intérieur de l'établissement, à tenir une assemblée générale?

- Oh, mais c'est qu'on ne veut pas que ça parte de l'intérieur!

- Ah bon...», dis-je. Les bras m'en tombent. D'autant plus que j'évalue la conviction de cette personne au

fait qu'elle se met en danger dans le flux des véhicules.

Je me souviens des grèves dans mon lycée dans les 70's... Réforme Haby? Fontanet? c'est un peu loin... Nous espérions que tous les copains et copines entrassent dans le lycée. Et c'est de l'intérieur du lycée que les prises de parole fusaient et que la grève partait. Vers la fin de la matinée, une AG était généralement organisée et nous sortions du lycée en manifestation dans la ville. Nous étions alors des lycéens, futurs travailleurs, pas des "jeunes" que le lycée - c'est à dire son personnel enseignant et de direction - a bloqué à l'extérieur.

Alors une question se pose. Aujourd'hui que les dispositions existent pour garantir aux lycéens le droit d'expression et de réunion à l'intérieur des lycées, comment se fait-il que leur direction les refoule à l'extérieur et joue à fond la carte du blocage? Bien sûr, la question se pose aussi de savoir pourquoi les lycéens, même les plus "responsables" de l'UNL (équivalent lycéen de l'UNEF?) ont intégré cette logique de blocage. Tout cela semble bien installé et venir de loin. «Plutôt le blocage que la grève!» semble être le cri du cœur de gens qui ont perdu pas mal de repères. «Plutôt la confusion - voire la violence - que les AG souveraines!» pourraient-ils ajouter.

Le «syndicalisme rassemblé» pourra bien protester contre les violences policières, s'il continue d'accompagner toutes les contre-réformes et l'entreprise de destruction généralisée, il ne fera qu'ajouter à la confusion, au désespoir, à la violence.

Quant au fait de savoir pourquoi les profs ne s'élèvent pas déjà, massivement, contre ce déni de démocratie sociale élémentaire, cela ne peut que les renvoyer à leur propre honte.

En attendant les profs syndiqués et militants de la FNEC - et d'autres syndicats ou fédérations -, actifs et retraités, ont un rôle à jouer, dans le respect de l'indépendance et de l'autonomie du mouvement de la jeunesse scolarisée, cela va sans dire.

Réaffirmer les revendications, se réunir, s'organiser pour obtenir satisfaction, déclencher la grève, nouer des liens au niveau interprofessionnel et local (UL, UD...), intersyndical, intergénérationnel, il y a urgence! Urgence sociale!

Si l'on ne se ressaisit pas vite, nous ne ferons rien d'autre que programmer les commémorations autour de futurs Guy Moquet.

Faut-il que nous ne soyons rien?

Simon (retraité, militant syndical)
8 décembre 2018.

HORS DES SALONS FEUTRÉS DU BON-BERGER, LE 6 DÉCEMBRE 2018!

Depuis trois semaines le mouvement des «*gilets jaunes*», ressemblant à une insurrection, occupe toute la France. Le départ de la contestation provient du coût exorbitant du litre de gazole à la pompe, 1,50€ du litre environ. Ses deux tiers sont des taxes, impôts indirects prélevés sur les «*consommateurs*» qui, pour leur partie laborieuse, ne pourront, eux, pas la «*recupérer*», c'est-à-dire la «*répercuter*» sur d'autres classes sociales. C'est une contestation de provinciaux, obligés pour pouvoir se déplacer sur leurs lieux de travail, d'utiliser leur véhicule personnel, dont le coût mensuel occupe près d'un quart de leurs revenus si ce n'est pas plus. Les transports en commun ne desservent que les grandes métropoles, rappelons-le à l'élite parisienne.

Cela nous rappelle une mobilisation similaire en 2013 en région Bretagne: les «*bonnets rouges*» qui se soulevèrent après les grands plans sociaux dans le secteur de l'industrie de l'agroalimentaire et le licenciement de centaines de salariés. Les salariés n'ont pas permis à leurs patrons de leur voler la parole, il n'y a pas eu d'association corporative. Ils s'insurgèrent, également, contre l'«*écotaxe*» sur les transports de marchandises, dont les portiques sont installés sur les «*quat'voies*»: axes routiers incontournables, pour toute l'économie de cette région, et sans alternative, routes nationales utilisées par tout le monde du travail, véhicules de salariés comme d'entreprises. L'injustice fiscale est un moteur déterminant dans l'histoire des révoltes en France, qu'en sera-t-il en 2019 avec le prélèvement à la source?

Rapidement, les revendications des «*gilets jaunes*» s'élargissent aux revenus, la paupérisation de tous (actifs, chômeurs, retraités, handicapés, allocataires...), la destruction du Service Public, le délitement de l'hôpital et de l'accès à la santé, la fermeture des maternités, des classes d'écoles, des bureaux de poste, des perceptions, etc... Ces revendications se cristallisent sur l'exigence de la démission du président Macron, exécuter des injonctions conjointes de la Commission européenne et du capitalisme mondial.

Les «*gilets jaunes*» se déclarent refuser tous liens avec les partis politiques et les organisations syndicales. Loin des partis politiques: pour nous militants syndicalistes issus de la *Charte d'Amiens*, nous l'entendons! Loin des organisations syndicales, pour certaines, c'est une évidence et nous sommes d'accord... Alors que les revendications exprimées

par les «*gilets jaunes*» sont si proches ou similaires à celles exprimées par des syndicats tels CGT et CGT-FO, pour les raisons qui suivent, nous ne pouvons que les comprendre! D'autant qu'ils se rallient ce 6 décembre au cadre «*de dialogue et d'écoute*» du gouvernement, au lieu de créer, de leur côté, le rapport de force qui s'impose, par la grève.

La loi scélérate d'août 2008 est créée pour museler les organisations syndicales en les asservissant au suffrage électoral, et elle les assimile à des entreprises. Ainsi elle renforce la bureaucratie syndicale par la notion élitiste de «*cadre*» et elle injecte du lien de subordination dans l'appareil syndical, fait contraire à l'émancipation des travailleurs et à la fraternité dans la lutte de classe. Dilemme récurant dans l'organisation de la vieille CGT qui est à l'origine de plusieurs schismes et scissions.

Aujourd'hui, pour la CGT-FO, la situation est extrême. Ces dernières années, le Bureau confédéral et la Commission exécutive, ont accepté ce délitement, ils y ont même œuvré au travers de collusions avec le pouvoir capitaliste. Malgré des tentatives de déstabilisation, les délégués au Congrès de Lille en avril 2018, par leur détermination, ont sauvé la CGT-FO en maîtrisant la rédaction de toutes les résolutions.

Le Secrétaire général désigné, Pascal PAVAGEAU, nous correspondait, il portait haut nos revendications et nous retrouvions l'honneur de nos mandats. Mais les «*grands électeurs*» du Comité confédéral national ont élu et désigné une Commission exécutive qui n'est pas représentative de ce Congrès, un vrai contre pouvoir qui rapidement, cinq mois après, poussait le nouveau Secrétaire général dans les orties par des méthodes dignes des barbouzes.

Les militants «*syndicaux*» qui distillent dans notre Confédération, les intérêts de leurs partis politiques (quels qu'ils soient), dans le but que nous connaissons (leur prise de pouvoir...), ces «*militants*» sont également responsables de la déstabilisation et du délitement de notre Confédération. Ce ne sont pas des «*syndicalistes*». À l'égal des «*chefs*» de l'ensemble des partis politiques, ils n'ont aucune considération pour nous, les travailleurs, les gens de rien. Ils prétendent nous aider à prendre conscience... alors qu'ils nous considèrent comme une masse à manipuler dans l'intérêt de leur prise de pouvoir idéologique. Ils n'ont cure de l'abolition du salariat et

de la suppression du patronat. Ils ne sont pas pressés comme nous le sommes, nous qui crevons du travail. Nous n'avons pas la même horloge.

Le nouveau Secrétaire général de FO, dans sa première intervention médiatique, annonce que notre syndicat réclame la prime de transport pour tous! Est-ce une revendication digne d'un syndicaliste? Une prime? Non cotisée! Une aumône? C'est oublier que depuis dix ans de nombreux syndicats de boîtes l'ont négociée avec les patrons avec ou sans succès.

Ces faits confortés par les campagnes de délation des médias donnent raison aux «gilets jaunes», actuellement, les appareils des «centrales syndicales» ne sont plus fiables! Pas étonnant que de nombreux camarades manifestent leur mécontentement avec eux.

Ainsi je réitère, avec les *Compañeros de Fernand Pelloutier* des Côtes d'Armor, réunis le 16 octobre 2018:

«Les camarades doivent pouvoir s'échanger leurs expériences, leurs solutions aux problèmes rencontrés, et les clefs qui leur ont permis de sortir des situations de blocage.

Notamment lors des grèves, ils doivent se réapproprier les Comités de Grève (confisqués par les centrales syndicales depuis belle lurette), en les constituant immédiatement après le vote des salariés syndiqués et non-syndiqués. Ils doivent relancer la communication interprofessionnelle, pour toucher la base des salariés, et l'étendre à l'ensemble des travailleurs. Se soutenir entre syndicats, aller d'une entreprise à l'autre pendant les mouvements de grève, et plus que tout, faire circuler l'information. Nous devons repenser la solidarité ouvrière et inventer de nouveaux moyens de soutien, moral et financier.

L'émancipation par la grève: «La grève c'est le bonheur et l'émancipation du salarié» (Émile Pouget).

Nous constatons que les luttes que nous avons vécues dernièrement ne s'inscrivent pas dans un mouvement de réelle grève générale interprofessionnelle reconductible, dite «classique». Et pourtant, la colère et la mobilisation des travailleurs sont bien réelles. Elles se manifestent par des mouvements intenses dans de nombreuses boîtes, des grèves dures, reconduites, le plus souvent non relayées par les médias. Comme les actions sont géographiquement dispersées, La Grève Générale est devenue une grève perlée constante mais éclatée.

À Nous de cultiver la grève et de viser la grève générale interprofessionnelle reconductible qui seule peut bloquer l'économie du pays et faire plier le patronat.

[...] Les Compañeros de Pelloutier appellent toutes et tous les camarades qui se reconnaissent dans les revendications et les luttes anarcho-syndicalistes à se joindre et se rapprocher partout en France et à l'étranger, à discuter, à entretenir des liens avec les anarchistes avec les camarades de la CGT FO, la CGT, de la CNT par tous les moyens possibles. [...]

Pour la liberté et l'indépendance de nos syndicats, nous avons pour devoir, celui de nous organiser!».

Christine.

NOTRE PROTECTION SOCIALE COLLECTIVE

Depuis le 6 décembre 2018 la Sécurité Sociale de 1945 n'existe plus!

Le parlement vient de voter le «définancement» de la Protection Sociale Collective!

En 1945, la France est dévastée par 5 années de guerre, toutes les infrastructures collectives, routes, voies ferrées, hôpitaux, écoles, logements, l'agriculture et l'industrie de première nécessité, tout est à reconstruire.

Nos prédécesseurs, syndicalistes et résistants, souvent les mêmes, ont osé prendre le risque de choisir de «garantir les travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature susceptibles de réduire ou de supprimer leur capacité de gain, à couvrir les charges de maternité et les charges de familles qu'ils supportent...».

Ce qui nous a donné, la protection de la santé, de la famille, les pensions de retraites, les indemnités d'arrêt pour maladie ou accident du travail, la prévention des mauvaises conditions de travail et des maladies professionnels, etc...

Ils ont osé, et ne se sont pas soumis à une quelconque idéologie de la «responsabilité» ou du «point trop n'en faut».

Ils ont refusé d'être des acteurs financiers au service du capitalisme mondial ou étatique.

Ils ont pratiqué une utopie, la solidarité entre les travailleurs, et ils l'ont mise en pratique!

Ça a marché! Nous en goûtons encore aujourd'hui les derniers fruits!

Par notre laxisme, depuis le 6 décembre cette belle aventure prend le chemin de la fin.

Je félicite l'équipe de Serge LEGAGNOA, secrétaire confédéral du département protection sociale collective, l'équipe est composée d'assistants performants qui nous préparent des analyses pertinentes pour bien comprendre les décisions complexes et souvent illisibles de toutes ces lois scélérates.

Mais cette performance ne suffit pas, il nous fallait une confédération en ordre de bataille. Une confédération prête à mettre en œuvre toute une organisation de propagande, d'informations à tous les niveaux de l'organisation de Force-Ouvrière. Rien, nada, que des vœux pieux!

Par contre sous le précédent régime (heu... mandat), la collaboration avec le patronat et toute la cohorte de décideurs européens, banquiers et patronaux n'a pas molli.

En avril de cette année, les délégués de tous les syndicats FO emportent une victoire sur la machine de démobilisation installée et ils soutiennent le nouveau Secrétaire Général Pascal PAVAGEAU dont le mandat, donné et respecté, nous rend tous les honneurs de syndicaliste.

C'était sans compter sur la perfidie de l'appareil confédéral qui a poussé Pascal PAVAGEAU dans les orties par des méthodes de barbouzes.

Et voilà le résultat, nous sommes sidérés, impuissants! Que nous reste-t-il à faire maintenant?

Nos prédécesseurs se sont battus, les armes à la main, contre l'expansion capitaliste soutenue par le fascisme présent dans tous les pays d'Europe.

Comme nous avons failli dans la préservation et la défense de ces acquis, nous sommes condamnés à tout recommencer!

Christine.

UNE STRATÉGIE CONSCIENTE OU DES SUPPOSITOIRES?

«*Pas d'impôts pour les revenus du travail! Imposons les revenus du capital!*», proclame hardiment le titre d'un article sur un site trotskyste, ne manquant pas, par ailleurs, de vilipender d'autres trotskystes qui seraient un peu mou du genou de ce côté-là. Imposer les revenus du capital pour financer des mesures sociales et satisfaire nos revendications, vous l'aurez compris - et nous en donnons acte à tous les trotskystes, les mous et les durs, les révisos et les reconSTRUCTEURS. Tant que l'on ne craint pas pour nos abattis...

Mais dès lors et en toute bonne foi, une question surgit. Quelles mesures faudra-t-il prendre, concomitamment à cette disposition, pour précisément aider le capital à fructifier afin de le taxer en proportion et ainsi... financer les politiques sociales et toutes les dépenses de la collectivité? Y'a comme une aporie, là. Un point aveugle ou un truc qu'ils ne disent pas, les trotskystes. Or, si l'on a une idée derrière la tête, il faut la dire aux travailleurs. Ne rien cacher ni passer sous silence.

«NE PAS SCIER LA BRANCHE»

Imposer le capital pour financer le social, c'est se mettre, en toute logique, à sa remorque. En un sens, c'est le fortifier. A tout le moins se disposer à le faire pour pérenniser le «*transfert*». Assurément, ça complique les conditions de son expropriation. Et puis, ne sera-t-on pas tenté de retarder d'autant plus l'expropriation que l'on sera ambitieux sur le plan social? Ne pas scier la branche sur laquelle...

D'autre part, on ignore comment pourrait bien réagir la classe capitaliste à cette injonction/attention contradictoire: «*On vous cajole pour mieux vous plumer!*».

Enfin, n'importe quel travailleur sera fondé à demander à l'avant-garde-éclairée-pleins-phares sur quelles braises il doit souffler: la cajolerie ou la dureté - et jusqu'à quand? Et pourquoi tout ce tintouin - que si c'est transitoire, ça n'a qu'à demeurer dans le secret de l'intestin et tranquillement faire son chemin?

Tout à l'inverse de cette stratégie suppositoire: «*On ne sait pas comment vous ferez pour satisfaire nos revendications, mais vous le ferez. Si vous ne le faites pas, on s'en chargera nous-mêmes, y compris en vous expropriant*». Allez, passez sur la formulation à la serpe - hein -, c'est juste pour expliciter. N'empêche, on peut tendre à dire ça dans une grève hautement revendicative ou dans une situation de crise sociale comme celle que nous traversons ac-

tuellement. On peut penser cela, c'est-à-dire en saisissant toutes les implications, le vivre avec nos syndicats dans une multitude d'expériences et de luttes. Bref, s'éduquer à penser, à agir et à dire les choses en fonction de la seule indépendance qui vaille vis-à-vis de l'État et du patronat. La *Charte d'Amiens* ne dit pas autre chose. C'est bien la double besogne: réformiste ET révolutionnaire. Et non réformiste PUIS révolutionnaire.

NE PAS RAMPER, NE PAS ÉRUCTER

Naturellement, nous entendons les critiques soulignant la problématique expropriation des capitalistes lorsque la grève est sectorielle, voire catégorielle. Nous répondons que c'est affaire de mesure et d'opportunité et que l'appréciation d'un rapport de force particulier ou d'une situation plus générale, eh bien nous pouvons aussi les concevoir, les renouveler au fil des événements, dans nos syndicats, nos fédérations, nos unions territoriales et - rêvons un peu - notre confédération. Le principe de réalité, nous le déployons dans les luttes quotidiennes jusque dans l'objectif que nous poursuivons: l'abolition du salariat et du patronat.

Sans omettre de rappeler que la pratique «*maximaliste*» de la grève de solidarité peut booster les grèves «*minimalistes*» et les faire gagner, les anarchos doivent partout démontrer qu'ils ne sont pas des ultimatisés déconnectés, ni que les syndicats qu'ils veulent (re)construire ne sont des groupes de pression centrés uniquement sur des aspects particuliers. Ils établiront tous les liens, aboliront la confusion entre indépendance et neutralité. Les mandatés que nous élirons n'iront pas ramper dans les «*chantiers*» où les puissants les convoquent en qualité de «*pouvoir intermédiaire*» - excusez du peu! Pas davantage, ils ne chercheront des «*débouchés politiques*» - assurance de l'échec - aux luttes que nous menons.

Surtout, les anarchos doivent fermement convaincre celles et ceux qui veulent chier sur la *Charte d'Amiens* d'aller faire leurs besoins ailleurs. Nous ne nous entendrons qu'avec les vrais réformistes, lesquels (espérons-le) commencent le même cheminement que nous.

«LES DEUX BOUTS ENSEMBLE»

Sur cette base assainie, nous tenons enfin les deux bouts ensemble. La double besogne «*en même temps*», si l'on peut dire. Et pas l'émancipation intégrale le dimanche et le réformisme le lundi. D'autant qu'à les disjoindre, nous n'avons finalement, et de-

(suite en page 8)

puis des lustres, ni l'un ni l'autre. Sauf l'aplatissement réformiste et l'incantatoire visée émancipatrice. Donc rien qui vaille.

Sur cette base assainie peuvent se retrouver des militants et des adhérents de toutes – oui, de toutes – les confédérations ouvrières qui n'ont pas rompu le lien avec la *Charte d'Amiens*.

Si l'on est convaincu que la situation actuelle apporte la preuve éclatante de la nécessité de construire la grève générale depuis l'appareil de production et d'échange, depuis tous les services publics, alors il n'y a pas une minute à perdre.

Avançons dans la clarté et le libre débat fraternel. Ne cachons rien de nos intentions, de notre projet. Restons libres et avançons en conscience, sans avant-garde éclairée ni janissaires du macronisme dans les pattes. Ne forçons personne, n'abusons personne. Si, tandis que la grève se généralisera, la bourgeoisie refuse de céder, au fur et à mesure qu'on se fortifie à travers la grève, naturellement c'est la grève générale expropriatrice – et bientôt gestionnaire – qui viendra à l'ordre du jour. Si elle cède – la bourgeoisie – avant de tout ou trop perdre, alors que les travailleurs ne sont pas partants pour la grande aventure, c'est sûr qu'on s'en tiendra, pour un temps, au plan réformiste. La véritable émancipation ne se fait pas sans les travailleurs, pardi.

Vous me direz qu'il y a beaucoup de «*si*» dans cette histoire. Moi, j'en compte deux. Et aucun ne retient l'hypothèse de la défaite. Tentant, non?

Frédéric, 7 décembre 2018.

LA PARTICIPATION C'EST LE CORPORATISME!

«[...] Car en fin de compte, les thèses qu'on nous propose comme les thèses modernes, cela porte un nom; c'est le corporatisme; c'est le corporatisme!

Et qu'est-ce que le corporatisme? C'est très simple: notre syndicalisme à nous, il a pour mission de défendre les intérêts particuliers de la classe ouvrière; les corporatistes, eux, ils parlent de l'intérêt général. Ne mêlons pas les problèmes.

Et je considère que je ne suis pas là pour m'expliquer sur mes activités de citoyen mais de syndicaliste.

Cela dit, les corporatistes proposent au mouvement syndical, et non pas aux partis politiques, proposent au mouvement syndical de substituer à la défense de l'intérêt particulier des ouvriers, la défense d'un prétendu intérêt général.

Eh bien! camarades, nous disons que c'est incompatible, nous disons qu'on ne peut pas à la fois défendre sur un plan syndical les intérêts de la classe ouvrière et en même temps l'intérêt général, car l'intérêt de M. Rothschild, défendu d'ailleurs brillamment par M. Pompidou, n'est pas le même que le nôtre. C'est peut-être élémentaire, mais c'est cela qui fait la substance et le caractère

même de l'organisation syndicale.

Et c'est pourquoi je crois qu'effectivement, aujourd'hui, il faut rompre avec tous ces organismes qu'on met en place. [...]

Car voyez-vous, aujourd'hui, il faut choisir. C'est vrai que la lutte de classes existe dans les usines où on licencie nos délégués, dans les usines où on licencie les travailleurs, où on procède à des déqualifications; c'est cela la lutte de classe, les patrons la mènent aujourd'hui et avec des moyens plus efficaces que nos grève tournantes ou rotatives.

Il n'y a pas de compromis possible aujourd'hui. Ce n'est pas nous qui refusons le compromis, ce sont eux qui le refusent.

Dans ces conditions-là, que faut-il faire? Certes, je le dis, ce n'est pas simple, ce n'est pas facile et je comprends les hésitations du Bureau Confédéral, mais malheureusement il n'y a pas de miracle à attendre: il faut se retirer de tous les organismes étatiques, il faut se retirer et renoncer aux grèves tournantes, et préparer une action d'ensemble, expliquer et dire la vérité aux travailleurs. C'est cela qu'il faut faire et, en même temps, travailler inlassablement au renforcement de l'organisation syndicale et, en premier lieu, tout faire pour conserver son indépendance».

Alexandre HÉBERT

Congrès confédéral CGT-FO de 1966 (Paris).

Extrait de L'Anarcho-syndicaliste - n°151 - juillet 2010.

MÉLENCHON: UN AUTRE PALMIPÈDE DE LA MARE CORPORATISTE...

Extrait de «La semaine qui cogne»
sur son «blog», le 3 nov. 2017

«[...] La "Charte d'Amiens", sans cesse invoquée une nouvelle fois, aura eu bon dos. Il serait temps que nombre de ceux qui s'y réfèrent pour stigmatiser la présence des organisations politiques dans le combat social se demandent si ce document qui date de 1905 (sic!) et résulte de la bataille entre marxistes et anarchistes au début du siècle précédent doit rester un dogme sans nuance 111 ans plus tard. Car ce texte fixe une stratégie d'unité ouvrière en tenant à distance les "sectes socialistes" (à l'époque, en 1905 (resic!), il y a cinq partis socialistes) pour permettre le déclenchement de "la grève générale révolutionnaire"... Parmi les dirigeants du mouvement social actuel, qui a l'intention de préparer aujourd'hui une "grève générale révolutionnaire" comme cela est prévu dans la "Charte d'Amiens"? Personne!

Il faut donc en finir avec cette hypocrisie. Il faut savoir faire équipe et savoir joindre les efforts de mobilisation entre la sphère politique et la sphère du mouvement social. Et je dis le mouvement social en pensant non seulement au syndicalisme mais à tout l'univers associatif, lui aussi laissé de côté à présent en dépit de ses propres efforts pour se mobiliser. Bref, nous avons besoin d'une convergence populaire. En tout cas je dis clairement : les organisations politiques ont toute leur place dans la mobilisation et la conduite du mouvement de résistance sociale. La jonction entre elles et les organisations du mouvement syndical et associatif est indispensable face à la politique de Macron[...].»

LES GAULOIS RÉFRACTAIRES VOUS SALUENT BIEN !

Lors de son allocution du 10 décembre 2018, Jupiter a accouché d'une souris verte. De l'arnaque. Un exercice destiné à jeter de la poudre aux yeux des «*gilets jaunes*», afin d'appliquer les «*réformes*» sous surveillance rapprochée de très près par l'Union européenne. En effet, *Le Figaro premium* du 10/12/2018 à 21h25, immédiatement après le discours de Macron, titre «*La commission européenne vigilante aux mesures annoncées*»:

«La commission européenne se montrera vigilante face à l'éventuel impact budgétaire des mesures annoncées, lundi soir, en France, par Emmanuel Macron, a déclaré le vice-président de l'exécutif européen, Valdis Dombrovskis. Nous surveillons de près les possibles nouvelles mesures annoncées, mais nous ne pouvons faire aucun commentaire avant qu'elles aient été formellement annoncées et détaillées, a-t-il ajouté devant les parlementaires européens.»

Ce n'est pas seulement qu'il n'a rien «*lâché*» aux «*gilets jaunes*» mais il menace d'utiliser la violence d'État contre le peuple en révolte.

Cette violence, qui perdure depuis 1982, est la cause de la révolte salutaire du peuple.

La mondialisation et le chômage de masse ont eu comme résultats la paupérisation de millions de travailleurs, y compris les paysans, les petits commerçants et artisans, la destruction des hôpitaux, la désertification, etc...

Cette révolte vient des profondeurs et laissera des traces ineffaçables pour prendre les formes dictées par les réalités.

Le combat pour la défense des intérêts va perdurer et la lutte des classes, encore une fois, empêchera une énième tentative de transcender les réalités. Ce que la révolte des «*gilets jaunes*» signifie est la parfaite démonstration de l'échec de la macronisation de la société. La réponse du pouvoir est de plus en plus totalitaire et la violence avec les casseurs instrumentalisée (bizarrement tolérée depuis trente ans, pour ne pas dire cultivée) est relayée outrageusement par les médias.

Avant Macron, Mussolini, Pétain, Peron... ont essayé, par le corporatisme interposé, de «*guérir*» la société de la permanence de la lutte de classe. En vain.

Macron va se trouver en face de ce qu'il n'a pas appris dans les grandes écoles, ni chez Rothschild, à savoir les rudes conflits d'intérêts à tous les échelons de la société. Et pour essayer de contenter ses maîtres (l'Union européenne et le grand Capital), il

réaffirme sa volonté de «*réformer*» les retraites et l'assurance chômage.

La grève générale doit avoir raison de Macron.

Donc, pour se faire il s'impose à tous les militants ouvriers de mobiliser les syndicats en vue de la grève générale. En ce qui concerne la CGTFO, il est d'importance capitale d'imposer les résolutions du congrès confédéral de Lille.

Veyrier n'est Secrétaire général que par procuration de la bureaucratie syndicale. Celle-ci est la vraie complice de l'Élysée, les véritables auteurs du coup de force pour évincer Pascal Pavageau.

Résister, revendiquer et reconquérir.

Bertrand KANBAN, 11 décembre 2018.

DÉCLARATION DES ORGANISATIONS SYNDICALES DU 6 DÉCEMBRE 2018

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, et FSU se sont retrouvées ce jeudi 6 décembre pour échanger sur l'actualité sociale.

Elles rappellent que, depuis des mois, face aux inégalités sociales et territoriales, elles ont réclamé des politiques publiques permettant de la justice sociale. Elles rappellent aussi que, depuis des mois, elles ont appelé le gouvernement à les écouter à travers un véritable dialogue social.

Aujourd'hui, dans un climat très dégradé, la mobilisation des gilets jaunes a permis l'expression d'une colère légitime. Le gouvernement, avec beaucoup de retard, a enfin ouvert les portes du dialogue.

Nos organisations s'y engageront, chacune avec ses propres revendications et propositions, en commun chaque fois que cela sera possible. Les sujets du pouvoir d'achat, des salaires, du logement, des transports, de la présence et de l'accessibilité des services publics, de la fiscalité doivent trouver enfin des débouchés concrets, créant les conditions sociales d'une transition écologique efficace parce que juste.

Le dialogue et l'écoute doivent retrouver leur place dans notre pays. C'est pourquoi nos organisations dénoncent toutes formes de violence dans l'expression des revendications.

La CFDT, la CGT, FO, la CFE-CGC, la CFTC, l'UNSA, la FSU appellent le gouvernement à garantir enfin de réelles négociations. Cela suppose qu'elles soient larges, ouvertes et transparentes, au niveau national comme dans les territoires.

DANS LES SALONS FEUTRÉS DU BON-BERGER

Humeurs sociales très dix-huitième... siècle... à l'encontre des bo-bos et lib-libs refusant encore de brûler leurs cuillères de bois, de crainte de ne pas les avoir sous la main quand la populace viendra saisir leurs services d'argent et d'étain... entre-autres!!!

Le 6 décembre de la deuxième année du règne de Son Altesse Emmanuel 1^{er} le Hautain, le Vicomte de la Villette reçut en son Hôtel ses vassaux: les Chevaliers de Montreuil, du Maine, du Rocher, de Pantin, de Bagnolet, et des Lilas (1). Il leur tint à peu près ce langage.

«Le Comte de Maignon m'a avisé de la situation du Royaume: les Ducs de Bosquet, et de Puteaux (2); les Marquis de Croix, d'Ivry et de Massy (3); les Évêques et Archevêques de toutes confessions; se sont plaints à sa Majesté.

Les premiers ne peuvent plus faire circuler les produits de leurs manufactures; les deuxièmes ne plus recevoir les chandails dans leurs greniers à victuailles; les troisièmes ne reçoivent plus pains-azymes et vins-blancs pour leurs offices.

Partout, paysans, manants, voituriers, manouvriers, hommes de peine, journaliers sans travail... ont levé le drapeau jaune, barré routes et chemins, cassé octrois et péages.

Partout femmes et hommes de cours et de parlements sont hués, conspués, caricaturés.

La Reine-mère se plaint de pas recevoir à temps les tapis pour lesquels le Surintendant des finances a déboursé 300.000 écus. A l'un de ses serviteurs disant que le peuple n'aura pas de chocolats pour la fête de Nativité, elle a répondu: "Mais qu'ils mangent donc des macarons!"

Le Prince de Belveau est houspillé par quelques unités de Gardes françaises! Le Prince de Bercy est traité de voleur-pis-que-pendre en tous lieux. La Duchesse du Châtelet est inquiétée pour ses affaires trésorières (4). Un appel anonyme a été lancé au Maréchal Le Jolis de Villiers de Saintigeon: qu'il fasse venir sur Paris ses régiments de Flandres, de Limbourg, de Luxembourg et de Palatinat.

La Maréchaussée laisse la petite truanderie œuvrer à sa guise dans les foires et marchés; la justice prévôtale est impuissante à endiguer leurs méfaits.

Son Altesse royale ne sort plus de son Palais, les rues sont plus difficiles à traverser que par temps d'inondations.

Amis, notre monde est en péril, comme en 1788.

Mais ne craignons pas la valetaille. Faisons comme en 1789, quoi qu'il arrive! Activons nos Écuyers du "Parti-constituant": ceux de Solférino-Ivry, ceux d'Évry-Marseille, ceux de Faubourg-Saint-Denis et Faidherbe-Montreuil autrefois réunis (5). Qu'ils rédigent des "cahiers de doléances" au nom de leurs obligés! Peu importe que nous dussions nous éloigner momentanément les uns ou les autres! Le Prince de Bruxelles est prêt à nous accueillir le temps qu'il faudra. L'Hôtel du boulevard du Roi Albert II (6) nous est acquis.

Cela nous évitera cette "Anarchie" dans laquelle eux-autres comme nous-autres disparaîtrions tous. Que ne disparaissent jamais ni l'État, ni les biens alloués à ses serviteurs, et nous reviendrons!

(1) Villes ou rues des sièges des: CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, FSU.

(2) Villes ou rues des sièges des: MEDEF et CGPME.

(3) Villes des sièges des Groupes: Auchan, Leclerc et Carrefour.

(4) Sièges des Ministères: de l'Intérieur, des Finances et du Travail... forcé.

(5) Sièges des... vous les avez reconnus!

(6) Siège de la Confédération européenne des syndicats.

Avant de partir, levons nos coupes mes amis en l'honneur de Duverrier du Maine! Salut tes Écuyers pour la fine bataille qu'ils ont gagnée contre ces "Congressistes-Lillois-d'Avril". Et réjouissons-nous d'accueillir bientôt de nouveau notre ami Jehan-Claudius, Sire de Mailly-Maillet! Que le Prince Soubie-d'Alixio le sorte rapidement de la "noblesse de cloche" dans laquelle ses gueux l'ont ostracisé».

GILETS JAUNES... VIEILLES RENGAINES ...

...par la Mère Curiale

Alors, y'en a, à c't'heure, qui passent leur temps à caresser la révolution française dans l'sens du poil, qui disent que du bien d'la révolte du peuple en 1789; des paysans, d'leur réunions dans les provinces, dans les villes et les villages; de leurs décisions d'édiger des cahiers d'doléances, d'désigner des délégués pour monter à la capitale? Ah ben non, vu que l'bon roué, i'l'avait établi sa résidence à Versailles, e'dans son chatiaô!

Est d'là qu'partit la révolution, ...du terrain. Point des écoles, y'en avait point. Point des syndicats non plus, i' savions meum pas c'que c'était, euheuheu. Et sur'ment pas des ronds-points, y'en avait point, hé, dis, hein!

Alors, pour les *Gilets Jaunes*, hein? Tu m'escus'ras ... tous des maudits Lepenistes, des maudits p'tits patrons, des r'traits à moitié fachos, bref, des vrais *Bonnets Rouges* comme en Bertagne, en 2015.

Alors, y'a pas d'quoi rigoler pasque c'est triste de pas r'connaître l' peuple quand i' s'manifeste. Aussi, i' fait ch... c'peuple-là, don'!

Faudrait qu'i' rentre dans les cases qu'existent pour chaque catégorie du catalogue prévu pour ça. Comme chez les syndicats, tiens, on peut pas trouver mieux comme exemple. Quand les instits i's sont pas contents, i's manifestent; quand c'est les profs, c'est du pareil au même. Pareil comme ça pour tou'l'monde!

Et p'is après, on rent' chez soi, on allume la télécho pour voir si on s'voit – ah! Là, là, e'r'garde, j'suis là, aha!

Après, ça change r'en, mais la vie continue, faut penser où on pass'ra les perchaines vacances ...

Alors, faudrait qu'la révolution elle parte des manifs des salariés syndiqués, que c'soit bien structuré dès l'départ, prop', bien carré, fic'lé aux p'tits oignons; mais là, c'est trop l'bazarr' les gilets jaunes! Hein, dis'!

DANS LES ÉTATS-MAJORS...

... par l'père Soreille

Le Merluchon fifiste avait annoncé sa présence le samedi 1^{er} décembre aux *Champs Élysées*, avec ou près des *Gilets jaunes*. Il n'y vint point, restant près du *Vieux-port*. Il s'y fit sommairement intervoir (superposition d'images en studio!) devant celui-ci. Point devant «les masses» révoltées.

Il n'ignorait rien des manœuvres de l'État-major bel-bovin: celui-ci avait décidé de faire entrer les loups dans Paris, les agneaux de Dieu et de l'État devaient être mis à l'abri.

Les rues de certains quartiers de Marseille ne sont pas sûres elles non plus: on est tenté d'y entonner cette maxime du *Père Duchêne*: «Si tu veux être heureux, nom de Dieu, pends ton propriétaire...».

En élection comme en manifestation, on n'a jamais vu un Merluchon boucher l'Vieux-port.

Moins efficace que la Sardine...

PLATEFORME DE DISCUSSION

DE LA CHARTE D'AMIENS ET DE LA RÉFLEXION APPROFONDIE DONT ELLE DOIT FAIRE L'OBJET ...

si FO ne veut pas sombrer dans l'accompagnement institutionnalisé de la régression sociale!

Première partie: Mise au point sur la confusion des genres.

Il n'y a pas à piocher dans la Charte d'Amiens ce qui nous intéresse et laisser tomber ce que nous considérerions comme absurde, irréaliste ou dépassé. Si nous nous référons à cette déclaration qui a instauré le syndicalisme libre et indépendant, la moindre des choses devrait être qu'elle soit analysée dans son intégralité, comprise de toutes et de tous les militants et adhérents des organisations qui s'en revendiquent – par exemple en lui accordant une place spécifique dès le premier cursus de formation des militants, et que cessent des polémiques liées, non pas aux intérêts matériels et moraux, individuels et collectifs des salariés, mais à des intérêts personnels de pouvoir personnel, politique ou pas, «à la tête» des organisations de salariés.

Lors du 24^{ème} congrès de la CGT-FO à Lille, nous avons entendu certains camarades comme le Secrétaire général de la Fédération de Métaux (mais pas que lui) s'évertuer à opposer les réformistes (dont ils se disent), aux contestataires (qu'ils prennent pour antagonistes!), semblant considérer ces derniers comme des «zozos gauchistes», donc irresponsables.

Ces «effets de manches» utilisés par certains tribuns, sont porteurs d'une contradiction majeure: la CGT-FO se revendique de la Charte d'Amiens, et ce n'est pas d'aujourd'hui: sa création-même s'y réfère! Et la charte d'Amiens n'a jamais pensé, pas même imaginé – on peut chercher, on ne trouvera pas – une quelconque opposition entre l'action que d'aucuns, aujourd'hui, appellent réformiste, et celle qui prépare ou préparerait, selon eux, à la révolution et que les mêmes «d'aucuns» désignent par contestataire.

D'abord, c'est un non-sens total d'opposer revendication à contestation: on réclame ce qu'on avait et qu'on n'a plus, et on revendique ce qu'on voudrait et qu'on n'a pas encore. Le fait de revendiquer ce qu'on n'a pas, c'est forcément contester, c'est la contestation même de l'(ordre) existant dont on ne veut plus ou qu'on veut améliorer. Donc, en syndicalisme, le fait même d'être réformiste, c'est déjà être contestataire!

Et puis, le second non-sens, c'est de penser qu'on peut améliorer le quotidien si on n'a pas en vue un monde meilleur pour soi et pour les autres. Ça se serait réduit à quoi, l'accroissement de notre mieux-être de travailleurs au quotidien, si les patrons n'avaient pas craint, pendant des décennies, que leur avenir soit à la

merci d'une grève bien dure, bien suivie, voire qu'il se fasse virer par leurs propres salariés se réappropriant le fruit de leur propre production et reprenant le boulot pour «leur pomme».

S'il n'avait pas redouté cet affrontement-là, l'amélioration de l'ordinaire aurait bien évidemment été à la merci du «taulier» et de ses intérêts à lui.

La preuve? Oui, hélas, par l'inversion du rapport de force en faveur, aujourd'hui, du patronat: hormis quelques avancées ici et là, suite à des grèves, où sont désormais, au niveau national, les améliorations immédiates, l'accroissement du mieux-être des travailleurs? Toujours au niveau national, on se battait «hier encore» pour le maintien des acquis; on se bat aujourd'hui et on tente, dans des séances de concertation, de se faire entendre, pour ne pas tout perdre! Quel sera désormais notre combat? Des conciliabules dans les couloirs, entre «personnes de bonne volonté», entre «chapelles» qui se respectent pour faire qu'un accord sectoriel, dans le cadre des lois pourries, soit applicable partiellement, dans les seules grosses industries, au détriment des salariés des TPE ou des PME? Est-ce cela l'avenir de notre action réformiste?

Pour les syndicats de salariés inscrits dans la lutte des classes – dont FO, grâce à ses adhérents et militants de base, fait toujours partie – si, en contrepartie des jetons de présence au sein des conseils, des commissions, des séminaires et autres innovations de la «société civile» pour ses «organismes intermédiaires», si donc le progrès à venir se réduit à patauger dans l'accompagnement de toutes les régressions sociales et «solidaires du Bien-commun» (donc, le corporatisme), on n'aura guère plus de choix que de rejoindre certaine confédération française dans la cogestion des entreprises et de tout ce que «le bon dieu» nous aura mis à portée de main!

Il ne restera plus aux apparatchiks, hautement rémunérés pour leur inféodation, qu'à expliquer tout ça aux «masses» ébaubies qui sauront apprécier à sa juste valeur ce tournant de l'histoire ouvrière, nul doute à ce sujet.

Est-ce cela que nous voulons, à FO? Foutaise! Et foutaise que ce réformisme-là; laissons-le à ceux qui le pratiquent sans vergogne depuis de nombreuses années. Nous, c'est le syndicalisme de combat, que nous avons choisi, avec la Charte d'Amiens, celui de la lutte de notre classe jusqu'à l'expropriation de la propriété capitaliste.

INDÉPENDANCE POLITIQUE OU LIBÉRATION SOCIALE ?

Sixième partie: DES PEUPLES ET DES ÉTATS DU MOYEN-ORIENT...

Dans cette région du monde, l'Empire ottoman domina les populations des côtes marocaines jusqu'aux confins iraniens, jusqu'à ce que les Empires français et anglais lui disputèrent au 19^{ème} siècle le Maghreb pour le premier, le Machrek pour le second, et tandis que l'Empire russe s'étendit à ses dépens dans les contrées arméniennes, caucasiennes et turcomanes.

Les traités de «*paix*» qui régirent ces régions, en attribuant des protectorats aux États impérialistes, ont créé des situations inextricables dont nous voyons les conséquences un siècle après encore. Et plus encore que dans les Balkans (1), les questions religieuses sont mises en exergue pour mettre ou remettre à l'ordre du jour d'éventuelles modifications étatiques sur lesquelles l'attention des populations est dirigée.

Parmi les pires massacres de population dûment organisés, celui des arméniens de Turquie, l'une des causes ne serait-elle pas à rechercher dans les conséquences des traités russo-turcs, nommés «*capitulations*», par lesquelles le Tsar russe, se déclarant protecteur des populations chrétiennes d'Anatolie, y imposait de fait des droits particuliers aux arméniens, ainsi qu'aux chrétiens-assyriens? Quand éclata la *Première guerre mondiale*, les autorités turques virent dans ces populations-là un ennemi intérieur, - ce qu'elles n'étaient pas, au contraire, - et organisèrent le premier «*génocide moderne*». Nous remarquerons là encore que les parties aisées de ces populations purent en partie s'expatrier; quant aux populations paysannes n'ayant ni les ressources ni les relations nécessaires à une fuite sécuritaire, soit elles furent massacrées sur place, soit elles périrent dans les déplacements organisés vers les zones désertiques... du Kurdistan (2).

Quand le Liban proclama son indépendance en 1943, mettant fin au protectorat français, la structuration du nouvel État fut directement inspirée des thèses pétainistes: la société s'organise autour de ses «*communautés naturelles*», à savoir les «*communautés religieuses*». Cet État a connu, et n'est exempté de connaître, de ces «*convulsions*» qui, à chaque fois provoquent les massacres nécessaires aux milices communautaires pour étendre leur «*espace vital*». La création de l'État syrien s'inspira du même modèle, mais le concept politique du «*pan-arabisme baassiste*» le fit disparaître jusqu'à ce que les conséquences de l'invasion de l'Irak par les «*grandes puissances occidentales*» remirent à l'ordre du jour les «*pouvoirs communautaires*».

Cette situation est constamment remise à l'ordre du jour. En 2003, les plus hautes autorités américaines envisagèrent un nouveau découpage étatique du Moyen-orient, quasi-exclusivement basé sur des considérations religieuses, de la Turquie jusqu'au Pakistan et au Yémen, à l'exclusion des seuls Émirats (Oman, Émirats arabes unis, Qatar et Koweït) (3). L'Arabie saoudite y est sans doute l'État le plus dépeçé; n'y voyons aucun lien avec les dépeçages plus particuliers commis depuis par ses altesses princières.

La création d'un *Kurdistan libre* allant des frontières géorgiennes aux portes de Bagdad, et d'une superficie telle qu'on peut douter qu'il ne soit peuplé que de Kurdes est édifiante. N'était-ce pas là la caution que souhaitaient les féodaux kurdes irakiens pour proclamer un État indépendant suite au référendum de 2017? Dans la plupart des autres États, les populations kurdes ne réclament pas cette indépendance, - le risque de nouveaux massacres y étant latent, - il n'y a qu'en Syrie où les provinces kurdes sont, elles aussi de fait autonomes, mais avec l'aide militaire de l'OTAN, et la mansuétude circonstancielle de l'État syrien. Cette situation est totalement anachronique et susceptible d'évoluer dans n'importe quel sens selon l'évolution de la guerre civile et les volontés des puissances étrangères influentes. S'il s'y développe une organisation économique originale à plus d'un titre, n'oublions pas quelle s'est créée du fait de la guerre, et que l'évolution de la guerre pourrait subitement la mettre en cause.

Toutes les populations sont le jeu des intérêts économiques et politiques des classes sociales qui possèdent le Capital et président aux États, y compris des États impérialistes ayant des intérêts déterminants dans cette région.

La question de l'État israélien et des micro-États constitués dans les territoires occupés en 1967 est particulièrement illustratrice de la nocivité des religions et des États pour toutes ces populations.

L'État d'Israël a été créé par des populations extérieures à cette région, installées sur des terres achetées à des féodaux moyen-orientaux qui ne firent pas cas de la population autochtone y vivant, mais pas dotée de la propriété foncière. La guerre civile qui suivit la fin du «*mandat britannique*» et la défaite des armées «*arabes*» entraîna un exode des populations dites «*arabes*» selon le vœu des États vaincus, exode organisé par ces mêmes États vaincus. Certes l'intention des fondateurs de l'État israélien était, quoi qu'il en soit, d'envahir tout le territoire du «*mandat britannique*» à la fin de celui-ci, mais leur tâche fut facilitée par la stratégie «*arabe*». Aucune

population ne part de son propre chef de son «*territoire*» (sentiment patriotique) celui-ci fut-il envahi!

Imaginerions-nous l'État du «*mandat*» devenu totalement «*israélien*» (situation post-1967) dès 1948, avec toute la population du «*mandat*» y restant, soit aux deux-tiers non-«*juives*» ou non-«*israélites*»? L'institution d'un totalitarisme «*national-religieux*» n'y aurait pas eu plus de chance que la «*démocratie*» militarisée qui y sévit depuis (4).

A ce titre, la situation syrienne de 2011 à aujourd'hui, est tragiquement l'illustration de ce que les États, leurs Dieux et le Capital peuvent imposer aux populations: quand en 2011 les classes populaires des grandes villes syriennes se révoltèrent, l'État syrien se décomposa au point où l'économie s'organisa selon les choix des populations révoltées, et sous son contrôle, - et il serait hasardeux de porter un jugement de valeur sur ce qu'elles y firent. La capacité de réaction de l'État syrien fut la conséquence de la création d'une force militaire, issue de la dislocation d'une partie de l'armée syrienne, qui prit le contrôle des zones révoltées sous le nom d'*Armée syrienne libre*, avant que une autre partie de cette armée ne devienne celle de l'*Émirat islamique*, avec toute l'aide de la famille Al'Assad.

Débarrassée de l'État, toute population est à même de créer ses conditions économiques d'existence en envisageant la disparition de l'exploitation sociale, et en faisant fi des convictions religieuses des uns et des autres, de leurs origines ethniques et de leurs cultures linguistiques.

Les formes utilisées sont à moment-là celles que le socialisme a toujours mis en avant: association, coopération, syndicalisation, communalisation, départementalisation, fédération, confédération... et que les partis ont toujours mis en cause pour satisfaire leurs Dieux et leurs États.

(A suivre).

Georges RIVALIN.

(1) Voir la cinquième partie de cette série, dans *L'Anarcho-syndicaliste* - n°206 – octobre-novembre 2018.

(2) Voir à ce sujet: «*Un acte honteux: le génocide arménien et la responsabilité turque*» - Taner AKÇAM - Éditions DE-NOËL – 2008.

(3) Voir cette carte dans: «*L'islam contre l'islam; l'interminable guerre des sunnites et des chiites*» - Antoine SFEIR – Livre de poche – 2014 – pp.187-188; ou sur www.uas-peloutier.fr/archives_as/documents/autres_documents.html

(4) Les éditions d'avril à novembre 2018 du *Monde libertaire* (n°1794 à 1800), sous la signature de Pierre SOMMERMEYER, abordent bien des aspects de cette question épineuse.

DANS LA MUSETTE...

... du père Sessoux!

Manuel VALLS est parti tenter de se refaire une virginité dans sa ville natale. Fils et petit-fils de franquistes bon-teint, sans avenir dans la reconversion que la bourgeoisie industrielle hispanique envisageait au début des années soixante, il avait vu s'ouvrir un avenir dans ce *Parti socialiste* français qui, à défaut de recycler tous les anciens thuriféraires de Vichy, se faisait le chantre d'une version moderne (*soft!*) de la *Charte du Travail*.

Il avait gardé de l'éducation reçue en son jeune temps cette posture hautaine et vindicative mussolinienne caractérisée par le «*menton-en-avant*» de rigueur dans les défilés au pas bien connu.

Fervent partisan d'un *Royaume d'Espagne*: un, catholique et indivisible, qui donc pouvait lui succéder en tant que député de l'Essonne qu'un fervent partisan de la *Cinquième république française*? Mais dans la liste de ses anciens potes en démocratie universelle, il y a des partisans d'une *Sixième république française* qui, battus de si peu aux élections législatives de 2017, auraient bien voulu être déclarés «*moralement*» vainqueurs.

Ses anciens potes socialos de l'Essonne se déchirèrent donc tant pour lui succéder, que le monde électoral a bien peu tremblé; et c'est tant mieux!

Au premier temps de la valse électorale, le 18 novembre, ce sont 18,09% des inscrits qui se sont déplacés. Le candidat socialo-macronien, en tête, obtient ainsi: 5,43% des votes des inscrits; et son challenger socialo-trotsko-fifiste: 5,35% d'entre-eux.

Au second temps de la valse, le 25 novembre: 17,06% des inscrits se sont encore déplacés. Le candidat de la *Cinquième* a bénéficié de l'appui de 9,1% des inscrits, et celui de la *Sixième*: 6,29% (*).

Ce soir-là, les ministres du Chef des armées françaises annonçaient la victoire de leur Chef glorieux sur les hordes jaunes-brunes venues sans vergogne piétiner ses pelouses.

Le courage tant affiché, dans toutes les gazettes numériques télévisuelles permanentes et perpétuelles, des poulets de haute et basse-cour de sa Majesté aura masqué l'indescriptible succès des partisans de la nouvelle *République*.

Tant sont-ils occupés à mettre en cause les syndicats indépendants pour se financer, qu'une seule autre préoccupation ne doit plus les turlupiner:

A quelle date un coup-d'État pourra-t-il imposer cette nouvelle République?

(*) Un autre adepte de la *Sixième constituante*, un certain André BELLON, a touillé le 26 au soir: "*Le maire d'Évry [le vainqueur] n'est pas élu. Simplement son adversaire est battu*". Nom d'une dialectique! Voir sur: www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1561

LES NUITS BLANCHES ET IDÉES NOIRES...

... du père Cuteur!

ou: *Comment les Seigneurs de l'État rendent hommage aux Saigneurs de guerre...*

En 1914, l'État-major allemand a honteusement bafoyé la neutralité belge; le brave et honnête État-major français avaient placé troupes et matériels près des ex-départements d'Alsace-Lorraine, face à «*l'ennemi*»; il leur aura fallu en déplacer dare-dare des quantités sur la Marne pour stopper l'offensive, sinon les casques-à-pointe seraient entrés dans Paris, comme en 1870... prélude à une honteuse capitulation.

Durant quatre années se succéderont: offensives ponctuelles ou générales, enfoncements partiels du front, déplacements d'hommes et de matériels pour contenir les avancées... et des dizaines de milliers de morts à chaque «*bataille*».

Il est bien difficile pour un homme de guerre de ne pas afficher à son palmarès des «*victoires*», surtout pour le chef d'État-major, celui qui, ordonnant les «*offensives*», massa des millions de troufions, les envoya de plein fouet sous le feu des mitrailleuses adverses, ou, s'ils avaient le malheur d'avancer trop vite, sous le feu de leur propre artillerie...

Les victoires et les défaites d'antan se définissaient à la dislocation des armées, et au territoire conquis ou perdu après une bataille. Comment classer des batailles où des tas de braves types laissaient leur peau ou leur esprit, sur un front si peu mouvant?

Peu importe, pour le «*moral*» de l'arrière et la gloire des Saigneurs, il faut des «*victoires*»!

C'est ainsi que, à la fin de la guerre, «*on*» classa «*victoire*» la bataille de Verdun, pour la plus grande gloire du chef d'État-major, alors que l'armée française... y avait reculé (sic).

L'État-major allemand ayant programmé une offensive pour le printemps 18 en vue d'une percée décisive sur Paris, une chance inouïe fut offerte à l'État-major allié par la trahison d'un officier allemand fait prisonnier; n'avait-il pas bougrement envie de rentrer chez lui, lui aussi: il donna le détail de plans de Ludendorff à nos fins stratèges (*). Ces derniers purent déplacer hommes et matériels avant le déclenchement de l'offensive et non après.

Les casques-à-pointes gradés envoyèrent comme à l'accoutumée des millions de bidasses face à un réseau de mitrailleuses et de canons bien plus dense qu'auparavant. Bien que, dans un premier temps le front allié recula, - et même beaucoup, et même plus loin qu'à tout autre moment de la guerre - la puissance de l'offensive s'estompa petit-à-petit devant la puissance du feu adverse. Ce fut un désastre côté allemand, et tout de même encore un affreux massacre de l'autre côté.

Mais cette fois-ci le front céda de toutes parts, le recul allemand fut général, le renseignement avait permis l'issue que l'on connaît.

Les alliés des Empires centraux s'étant déjà retiré des combats, l'Empire allemand resta seul et subite-

ment las, l'agitation révolutionnaire ne permettant plus le soutien des armées; ce fut la débandade, l'armistice s'imposait avant qu'une avancée irrépressible ne conduisent les Alliés jusqu'au centre de l'Allemagne.

La partie était finie, les troufions arrosèrent la fin des combats, et voulurent à rentrer chez eux au plus vite.

Les États-majors avaient bien mérité de la barbarie: du côté allemand on glorifiait les armées invaincues (aucun soldat étranger n'était encore parvenu sur leur territoire), du côté français on glorifiait la « *finesse*» stratégique des heureux bénéficiaires d'une trahison.

Il n'y a pas un État qui n'honore pas ses Sabreurs, sous couvert d'honorer la valetaille mitrillable à merci. Ce qui reste incompréhensible dans notre «*monde moderne*», c'est que tous les États et tous leurs Chefs n'honorent pas simultanément tous leurs Sabreurs respectifs. Quel bel alignement de médailles n'offriraient-ils pas à la vue de tous les éclopés en puissance! Et si ces Sabreurs ont ensuite opté pour la pire des guerres, la guerre économique totale, l'esclavage moderne généralisé, c'est encore mieux. Ils pourront y associer sans vergogne le Maréchal Trotsky et le Maréchal Staline, qui, le massacre général toujours en cours, reprirent à leur compte la vieille maxime d'État-major: «*Toujours en dernière ligne, toujours le premier à fuir, toujours prêt à fusiller pour l'exemple!!!*».

La canaille macaron'élyséenne ne diffère en rien des précédentes, elle ne fait que rappeler à notre souvenir l'horreur que leur classe sociale prépare en toutes saisons à la société des Hommes.

(*) Voir à ce sujet la série de documentaires dite "Les batailles décisives de l'année 18", sur ARTE.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Étang-Bernard
44400 REZÉ

Abonnement pour 20 n°s: 32 euros
Abonnement de soutien: 40 euros
Verser à:

Association des Groupes Fernand PELLOUTIER
N° CCP 9998 28D Nantes
19, rue de l'Étang-Bernard - 44400 REZÉ

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Fondateur de publication: Alexandre HÉBERT
Directeur de publication: Marc HÉBERT.

<http://www.uas-pelloutier.fr>
uas.pelloutier@laposte.net

ÉLECTION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL - FORCE OUVRIÈRE

COMITÉ CONFÉDÉRAL NATIONAL DES 21 ET 22 NOVEMBRE 2018

La représentation des organisations:

- 1 Fédération:	109 voix	
- 1 Union dép. ou terr.:	24 voix	
- 29 Fédérations	29 x 104 =	3016
- 104 UD ou UT:	104 x 29 =	3016
	Total:	6032 voix

Les votes:

Patrice CLOS:	(104 x 4.FD) + (29 x 8.UD)	=	648 voix
Christian GROLIER:	(104 x 10.FD) + (29 x 53.UD)	=	2.577 voix
Yves VEYRIER:	(104 x 15.FD) + (29 x 40.UD)	=	2.720 voix
Blancs et nuls:	(29 x 3.UD)	=	87

Fédération des arts, des spectacles, de l'audiovisuel, de la presse, de la communication, et du multimédia		Veyrier
Fédération nationale de l'action sociale		Veyrier
Fédération de l'administration générale de l'État		Veyrier
Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des services annexes	Agriculture	Veyrier
	Alimentation	Veyrier
Fédération du bâtiment, des travaux publics, du bois, de la céramique, du papier-carton et des matériaux de construction	Bâtiment	Grolier
	Céramique	Grolier
	Papier-carton	Grolier
Fédération des cheminots		Grolier
Fédération de la communication		Veyrier
Fédération de la défense, des industries de l'armement, et des secteurs assimilés	Défense	Veyrier
	Ouvriers	Veyrier
Fédération de l'enseignement, de la culture et la formation professionnelle		Grolier
Fédération des employés et cadres		Grolier
	VRP	Grolier
Fédération nationale de l'énergie et des mines		Veyrier
	Mines	Clos
Fédération de l'équipement, de l'environnement, des transports et des services		Clos
	Ports et docks	Clos
Fédération des finances		Veyrier
Fédération des industries chimiques, des cuirs et peaux, et des textiles		Grolier
Fédération du livre		Veyrier
Fédération des métaux		Veyrier
Fédération des métiers de la pharmacie, des laboratoires d'analyse et de biologie médicales, des cuirs et de l'habillement		Veyrier
Fédération des syndicats du ministère de l'intérieur		Veyrier
Fédération des services publics et de santé	Serv. Publics	Grolier
	Santé	Grolier
Fédération des transports et de la logistique		Clos

	Organisation	Vote
1	UD Ain	Grolier
2	UD Aisne	Veyrier
3	UD Allier	Grolier
4	UD Alpes-de-Haute-Provence	Grolier
5	UD Hautes-Alpes	Grolier
6	UD Alpes-Maritimes	Veyrier
7	UD Ardèche	<i>Vote nul</i>
8	UD Ardennes	Veyrier
9	UD Ariège	Grolier
10	UD Aube	Grolier
11	UD Aude	Veyrier
12	UD Aveyron	Veyrier
13	UD Bouches-du-Rhône	Veyrier
14	UD Calvados	Grolier
15	UD Cantal	Grolier
16	UD Charente	Veyrier
17	UD Charente-Maritime	Grolier
18	UD Cher	Grolier
19	UD Corrèze	Grolier
2A	UD Corse-du-Sud	Grolier
2B	UD Haute-Corse	Veyrier
21	UD Côte-d'Or	Grolier
22	UD Côtes-d'Armor	Clos
23	UD Creuse	Grolier
24	UD Dordogne	Grolier
25	UD Doubs	Grolier
26	UD Drôme	<i>Vote blanc</i>
27	UD Eure	Clos
28	UD Eure & Loir	Veyrier
29	UD Finistère	Clos
30	UD Gard	Grolier
31	UD Haute-Garonne	Veyrier
32	UD Gers	Veyrier
33	UD Gironde	Grolier
34	UD Hérault	Veyrier
35	UD Ille-et-Vilaine	Clos
36	UD Indre	Veyrier
37	UD Indre-et-Loire	Grolier
38	UD Isère	Grolier
39	UD Jura	Veyrier
40	UD Landes	Grolier
41	UD Loir & Cher	Veyrier
42	UD Loire	Grolier
43	UD Haute-Loire	Grolier
44	UD Loire-Atlantique	Grolier
45	UD Loiret	Grolier
46	UD Lot	Veyrier
47	UD Lot & Garonne	Grolier
48	UD Lozère	Veyrier
49	UD Maine & Loire	Grolier
50	UD Manche	Clos
51	UD Marne	Grolier
52	UD Haute-Marne	Veyrier
53	UD Mayenne	Grolier

	Organisation	Vote
54	UD Meurthe-et-Moselle	Grolier
55	UD Meuse	Clos
56	UD Morbihan	Grolier
57	UD Moselle	Grolier
58	UD Nièvre	Grolier
59	UD Nord	Veyrier
60	UD Oise	Grolier
61	UD Orne	Clos
62	UD Pas-de-Calais	Clos
63	UD Puy-de-Dôme	Grolier
64	UD Pyrénées-Atlantiques	Veyrier
65	UD Hautes-Pyrénées	Veyrier
66	UD Pyrénées-Orientales	Veyrier
67	UD Bas-Rhin	Veyrier
68	UD Haut-Rhin	Veyrier
69	UD Rhône	Grolier
70	UD Haute-Saône	Veyrier
71	UD Saône-et-Loire	Grolier
72	UD Sarthe	Grolier
73	UD Savoie	Grolier
74	UD Haute-Savoie	Grolier
75	UD Paris	Grolier
76	UD Seine-Maritime	Veyrier
77	UD Seine-et-Marne	Grolier
78	UD Yvelines	Veyrier
79	UD Deux-Sèvres	Grolier
80	UD Somme	Veyrier
81	UD Tarn	Veyrier
82	UD Tarn-et-Garonne	Veyrier
83	UD Var	Grolier
84	UD Vaucluse	Veyrier
85	UD Vendée	Grolier
86	UD Vienne	Veyrier
87	UD Haute-Vienne	Grolier
88	UD Vosges	Grolier
89	UD Yonne	<i>Vote blanc</i>
90	UD Territoire-de-Belfort	Veyrier
91	UD Essonne	Grolier
92	UD Hauts-de-Seine	Grolier
93	UD Seine-S.Denis	Grolier
94	UD Val-de-Marne	Veyrier
95	UD Val-d'Oise	Grolier

971	UD Guadeloupe	absente
972	UD Martinique	Veyrier
973	UD Guyane	Veyrier
974	UD Réunion	Veyrier
975	UD S.Pierre & Miquelon	Grolier
976	UD Mayotte	Veyrier

986	UT Wallis & Futuna	Grolier
987	UT Polynésie-Française	Veyrier
988	UT Nouvelle-Calédonie	Veyrier